



Plateforme suisse
de café durable

SSCP Feuille de Route 2030

Unir nos forces pour un café durable





Plateforme suisse
de café durable

Impressum

Publié par

Plateforme suisse de café durable
Gutenbergstrasse 14
3008 Bern
Suisse

+41 31 311 65 11
info@coffeeplatform.ch

Photographes: Claudio Sostizzo

Cette feuille de route est un document fondé sur le consensus, élaboré de manière collaborative par les membres du SSCP, et sert de cadre d'action partagé. Bien qu'elle définisse une orientation commune, elle peut ne pas refléter pleinement la position de chaque membre individuel.



Table des matières

1	Le rôle de la Suisse dans la chaîne de valeur du café	1
2	Vision, ambitions et théorie du changement	3
3	Ambitions de la Feuille de route	7
	Ambition 1	8
	Ambition 2	10
	Ambition 3	12
	Ambition 4	14
	Ambition 5	16
	Ambition 6	18
4	Suivi, évaluation et apprentissage (MEL)	20
	Annex: Notes techniques (en anglais)	23



Le rôle de la Suisse dans la chaîne de valeur du café

Production de café : opportunités et défis

Le café est l'une des principales matières premières agricoles au monde, soutenant les moyens de subsistance d'environ 100 millions de personnes en Amérique latine, en Afrique, en Asie du Sud-Est et au-delà.

Si le secteur offre des opportunités économiques, notamment grâce au café de spécialité et au café certifié, il fait également face à des défis tels que le changement climatique, les maladies des cultures et la volatilité des marchés. L'instabilité économique et les perturbations des chaînes d'approvisionnement touchent encore davantage les producteurs de café, en particulier les petits exploitants disposant de ressources limitées. L'innovation, notamment les outils numériques permettant de suivre l'état des cultures et les tendances du marché, joue un rôle essentiel pour améliorer la résilience et la productivité.

De nouvelles réglementations environnementales et de diligence raisonnable en Europe représentent à la fois des défis et des opportunités. Si

leur conformité peut s'avérer coûteuse et complexe, ces politiques favorisent également la durabilité, renforcent la transparence et aident les entreprises à anticiper l'avenir. Les sociétés qui investissent dans un approvisionnement responsable et une traçabilité accrue peuvent ainsi consolider leur position sur le marché.

Le rôle de la Suisse dans l'économie du café

La Suisse est un acteur clé de l'industrie mondiale du café, avec une forte importance accordée à la qualité et à la durabilité. Le pays compte actuellement plus de 180 torréfacteurs – principalement des petites et moyennes entreprises (PME) – et exporte pour plus de 3 milliards de CHF de café torréfié, soit 31 % des exportations totales de l'Europe.

En 2024, la Suisse a importé environ 199 000 tonnes de café vert, dont près de 85 000 tonnes ont été consommées sur le marché intérieur. L'Amérique du Sud est restée la principale région d'approvisionnement, fournissant environ 49 % des importations totales (~97 000 t), dont le Brésil avec ~56 000 t (28 %) et la Colombie avec ~35 200 t (18 %). L'Amérique du Nord et l'Amérique centrale représentaient environ 24 % (~46 900 t), tandis que l'Asie et l'Océanie contribuaient à hauteur de ~18 % (~36 700 t). Dans cette région, le Vietnam a fourni environ 8 %, l'Inde 7 % et l'Indonésie environ 2 %.

Les origines africaines étaient plus modestes, avec l'Éthiopie représentant environ 5 % (~10 000 t) et

le Kenya ainsi que d'autres pays constituant le reste (~2 %). (Source : Procafé Sourcing Statistics 2024).

L'environnement d'affaires favorable et les infrastructures de la Suisse ont permis au pays de s'imposer comme un leader du commerce mondial du café, les entreprises basées en Suisse gérant plus de 50 % de tout le café vert échangé dans le monde. Ce positionnement économique solide place la Suisse au centre du marché international du café, où elle peut influencer les normes et les pratiques à travers l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Malgré les défis persistants du secteur – pauvreté, inégalités et enjeux environnementaux –, la position de la Suisse en tant que plateforme commerciale majeure lui permet de jouer un rôle déterminant pour promouvoir des pratiques plus inclusives et durables tout au long de la filière.

Collaboration pour une chaîne de valeur du café plus durable en Suisse et au-delà

Créée en 2024, la Plateforme suisse de café durable (SSCP pour l'acronyme en anglais) s'appuie sur la solide tradition suisse de dialogue démocratique multipartite. La SSCP réunit non seulement des membres engagés du secteur privé, des ONG et du monde de la recherche, mais entend également collaborer avec un réseau croissant de partenaires tout au long de la chaîne de valeur du café.



La SSCP vise à dialoguer avec les parties prenantes et les organisations clés de l'industrie mondiale du café, afin d'assurer une cohérence sectorielle, de créer des synergies pour renforcer l'action dans les domaines d'ambition, et d'éviter les doublons.

Dans le cadre de l'élaboration de la Feuille de route, la SSCP a identifié plusieurs partenariats stratégiques. La liste suivante, non exhaustive, distingue entre associations professionnelles du secteur privé (p. ex. SCTA, ECF) et plateformes multipartites de durabilité (p. ex. GCP, SCC), car la nature de l'engagement de la SSCP diffère selon les cas.

- **Collaboration existante avec les associations suisses membres :** Maintenir et approfondir la coopération avec les associations suisses du secteur caféier : Community of Interest Coffee (CIC), Swiss Coffee Trade Association (SCTA), Procafé et Swiss Roaster Guild (SRG), qui ont joué un rôle déterminant dans la création de la SSCP et ont activement soutenu l'élaboration de la Feuille de route.
- **Organisation internationale du café (OIC) :** S'impliquer activement dans le Coffee Public-Private Task Force (CPPTF) de l'OIC afin d'assurer l'alignement et de représenter la perspective suisse dans le contexte international, par exemple en travaillant sur des stratégies visant à atteindre des revenus et salaires décents dans les principaux pays producteurs.
- **Comité durabilité de la Fédération européenne du café (ECF) :** Collaborer via la SCTA pour garantir la représentation des points de vue suisses dans les discussions européennes sur les politiques de durabilité, et coordonner

avec la SCTA sur les questions réglementaires et les exigences de diligence raisonnable pour les membres de la SSCP, en mettant l'accent sur la perspective des petits producteurs.

- **Global Coffee Platform (GCP) :** Coordonner avec la GCP pour renforcer les plateformes nationales multipartites dans les pays producteurs et établir une voie efficace pour reconnaître et promouvoir le Mécanisme d'équivalence (EM) de la GCP dans le cadre de l'Ambition 6, ainsi que d'éventuelles améliorations futures de l'évaluation comparative, en travaillant également sur des indicateurs de performance harmonisés.
- **Sustainable Coffee Challenge (SCC) :** Collaborer avec le SCC sur l'Ambition 5 concernant les efforts d'atténuation climatique, notamment l'établissement de facteurs d'émission communs pour le secteur du café, afin d'assurer des synergies entre la Feuille de route de la SSCP et les engagements climatiques du SCC.
- **Renforcement des partenariats bilatéraux :** Développer des partenariats stratégiques, en particulier avec des organisations partenaires dans les principaux pays producteurs de café, par exemple au travers de protocoles d'accord (MoU) ou de projets de mise en œuvre. Encourager activement la collaboration avec des partenaires stratégiques pour appliquer la Feuille de route de la SSCP.

La collaboration peut couvrir divers aspects : échanges structurés de connaissances, plaidoyer conjoint, harmonisation des indicateurs de durabilité ou encore partenariats formels et continus (p. ex. protocoles d'accord). La forme précise de

cette collaboration sera développée au fur et à mesure de l'engagement avec les partenaires. Grâce à ces différents partenariats, la SSCP joue un rôle de passerelle entre la mise en œuvre au niveau national et les initiatives internationales, en veillant à ce que les contributions suisses soient alignées au niveau mondial, crédibles et amplifiées collectivement.

Afin de promouvoir la perspective du Sud global dans la conception et la mise en œuvre des actions de la SSCP, celle-ci mettra également en place un comité consultatif dédié, composé de praticiens d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, afin de renforcer de manière formalisée et systématique l'engagement et la représentation des pays d'origine.



Vision, ambitions et théorie du changement de la SSCP

Déclaration de vision

La Plateforme suisse de café durable (SSCP) imagine un secteur caféier où les producteurs et les travailleurs perçoivent un revenu et un salaire dignes, où les droits humains sont protégés, et où la culture du café respecte et préserve l'environnement naturel.

En adoptant l'agriculture régénératrice et l'action climatique, la production de café protège les forêts, restaure la biodiversité et progresse vers la neutralité carbone, en cohérence avec les objectifs climatiques mondiaux.

Des chaînes de valeur transparentes et traçables garantissent que chaque tasse de café contribue à un avenir plus équitable et durable.

Cette vision prend forme concrète à travers six ambitions communes pour 2030, détaillées ci-dessous.





Ambitions de la Feuille de route SSCP 2030

Les six ambitions suivantes représentent les objectifs partagés par les membres de la SSCP, qui orienteront les actions collectives et individuelles. Bien que certaines ambitions dépassent l'horizon 2030 (p. ex. atteindre la neutralité carbone), il est essentiel que les membres accélèrent l'action, renforcent les processus d'apprentissage communs et alignent davantage leurs stratégies et ressources, en tant qu'étapes clés.



Les ménages producteurs de café réduisent, voire comblent, leur écart de revenu décent. Les travailleurs des exploitations de café perçoivent au moins un salaire minimum, et leurs salaires progressent vers un salaire décent.



Les risques en matière de droits humains, tels que le travail des enfants et le travail forcé, sont traités grâce à des processus de diligence raisonnable efficaces.



La production de café soutient des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation et de conversion, et contribue activement à la restauration des forêts dégradées et d'autres écosystèmes concernés.



Les pratiques d'agriculture régénératrice sont largement adoptées dans les plantations de café.



La production de café progresse vers la neutralité carbone, en cohérence avec les objectifs climatiques mondiaux.



Le café est sourcé au travers de dispositifs qui garantissent de manière transparente des pratiques agricoles durables.



Pour soutenir les progrès vers ces ambitions, la Feuille de route définit des contributions et des objectifs précis des membres de la SSCP à poursuivre d'ici 2030.

Un examen intermédiaire de la Feuille de route est prévu pour 2028, sous la forme d'un processus collaboratif impliquant les membres de la SSCP et les parties prenantes concernées, afin d'évaluer les avancées globales, d'identifier les lacunes et d'envisager des ajustements ou de nouvelles priorités pour la période post-2030.

Un examen anticipé des objectifs de la Feuille de route et des contributions attendues des membres est important pour veiller à ce que les enseignements tirés soient intégrés le plus tôt possible, renforçant ainsi l'efficacité et la pertinence

de la Feuille de route. Cet examen s'appuiera sur les résultats d'une évaluation de référence prévue en 2026.

La SSCP aspire à être une force de transformation dans le secteur mondial du café, en permettant une action collective qui s'attaque aux causes profondes des inégalités, de la dégradation environnementale et de la création de valeur non durable.

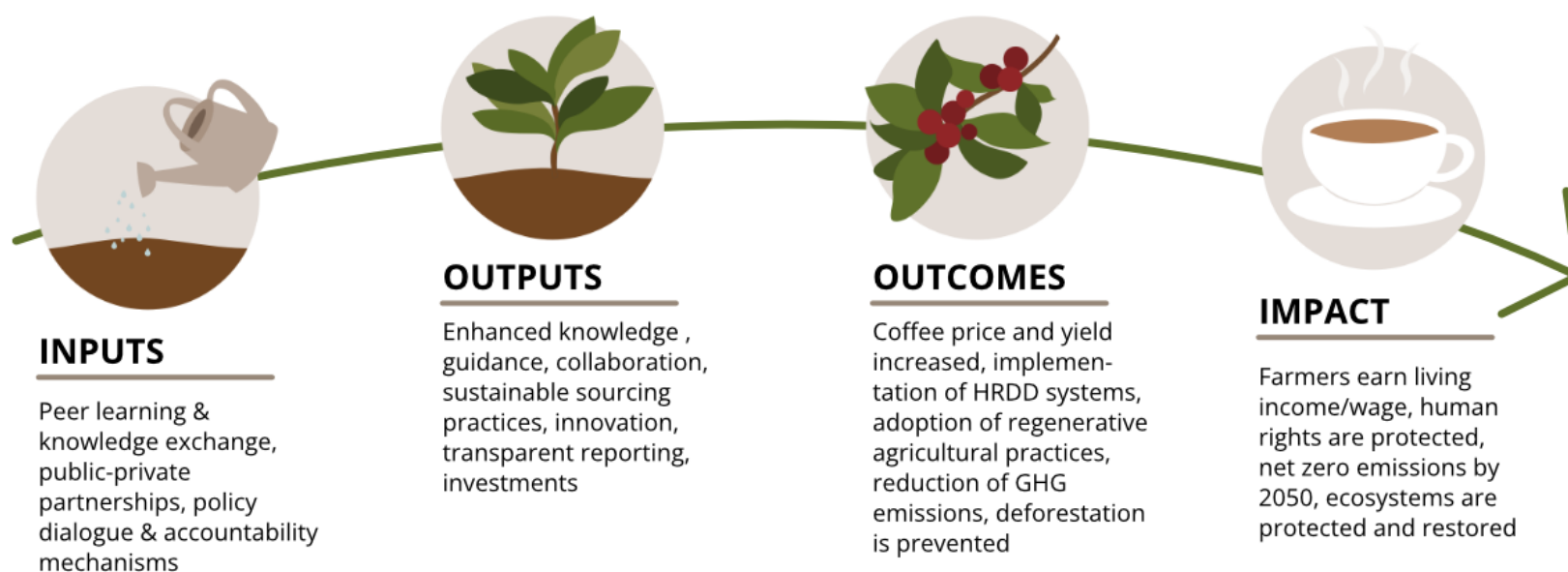
En tant que réseau collaboratif réunissant les acteurs de l'industrie, les autorités publiques, les ONG et les institutions de recherche, la SSCP vise à impulser un changement systémique – non seulement en améliorant les conditions des producteurs, mais aussi en favorisant des modèles économiques plus équitables et responsables

dans l'ensemble de la chaîne de valeur du café.

La théorie du changement de la SSCP reconnaît que la durabilité à long terme nécessite à la fois une participation inclusive et une responsabilité partagée. Les défis structurels tels que la répartition inégale de la valeur, la faiblesse de la gouvernance, les pratiques d'approvisionnement non durables et l'accès limité à la prise de décision doivent être traités parallèlement aux interventions au niveau des exploitations.

La SSCP cherche à créer l'environnement favorable à cette transformation en soutenant la transparence, la co-création et les efforts coordonnés qui libèrent le potentiel de tous les acteurs – en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) et les parties prenantes locales.

Figure 1: Théorie du changement (TdC) de la SSCP





Pour orienter sa contribution, la SSCP se concentre sur quatre piliers stratégiques interconnectés:



Apprentissage et échange de connaissances : La SSCP favorise non seulement l'apprentissage mutuel, mais aussi la collaboration proactive à travers des espaces de co-crédation facilitée. Ceux-ci rassemblent des acteurs divers pour concevoir conjointement des outils, des stratégies et des cadres qui aident tous les membres, en particulier les PME, à entreprendre des actions concrètes en faveur des ambitions de la Feuille de route.



Partenariats public-privé (PPP) : La SSCP accompagne ses membres dans la transition de l'engagement vers la mise en œuvre. Par des projets conjoints et des initiatives collectives, la SSCP renforce les capacités d'expérimenter, d'adapter et de déployer des solutions dans différents contextes. Cela inclut non seulement des partenariats public-privé, mais aussi des initiatives multipartites visant à harmoniser les pratiques d'achat, à réformer les modèles économiques et à améliorer les rapports de force tout au long de la chaîne de valeur. La SSCP veille à ce que les enseignements tirés de la mise en œuvre des projets soient partagés par les porteurs de projets avec l'ensemble des membres.



Dialogue politique et collaboration internationale : La SSCP agit comme une voix collective dans les régulations et politiques, en plaidant pour des cadres qui soutiennent un approvisionnement responsable, des revenus décents et des pratiques respectueuses du climat. En interagissant directement avec les acteurs publics, tant dans les pays producteurs que consommateurs, la SSCP contribue à façonner un environnement politique favorable qui récompense la durabilité et la responsabilité.



Responsabilité et transparence : La SSCP soutient l'élaboration de mesures cohérentes, de formats de reporting et de systèmes de suivi des progrès afin d'améliorer la responsabilité à l'échelle du secteur. Lorsque cela est possible, elle s'appuie sur les indicateurs clés de performance (KPI) établis par d'autres initiatives multipartites dans le cadre de processus consultatifs. Ces outils créent également des incitations pour les acteurs en amont et en aval afin qu'ils réfléchissent à la durabilité de leurs pratiques commerciales et les améliorent — au-delà de la seule conformité. Dans le cadre de sa contribution, la SSCP encourage l'amélioration continue en mettant en place des mécanismes d'incitation qui reconnaissent et mettent en valeur les entreprises démontrant un leadership exemplaire en matière de durabilité.

À travers ces domaines d'action, la SSCP produira des résultats concrets tels que des documents d'orientation conjoints, des plateformes collaboratives d'apprentissage et des projets axés sur l'impact. Ces résultats permettent aux membres de mettre en œuvre des stratégies qui non seulement améliorent les résultats au niveau des exploitations (p. ex. productivité, diversification des revenus), mais qui remettent également en question les normes d'approvisionnement non durables, rééquilibrent les flux de valeur et renforcent la responsabilité des entreprises dans l'économie mondiale du café.

En fin de compte, la Théorie du Changement de la SSCP repose sur la conviction que la véritable transformation exige des évolutions systémiques — non seulement à l'origine, mais tout au long de la chaîne d'approvisionnement. En réunissant des acteurs puissants aux côtés des parties prenantes locales, et en équilibrant des outils pratiques avec un plaidoyer structurel, la SSCP contribue à bâtir un secteur caféier plus juste, plus résilient et plus régénératif.



Ambitions de la Feuille de route

La Feuille de route de la SSCP fournit un cadre stratégique pour orienter les actions collectives et individuelles des membres en faveur de la durabilité dans la production de café. La SSCP crée un espace précompétitif pour les acteurs de la chaîne de valeur du café en Suisse, en favorisant la collaboration, en facilitant l'alignement et en offrant un soutien pratique afin d'aider ses membres à progresser vers des objectifs communs de durabilité.

Sur cette base, la plateforme a défini un ensemble de six ambitions et, à travers un processus inclusif privilégiant la transparence et la prise de décision collective, a établi des attentes différenciées pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement — adaptées à leurs capacités diverses et complétées par les contributions des autres groupes de membres. En engageant un large éventail de parties prenantes, la SSCP favorise la responsabilité partagée et la redevabilité — une approche qui renforce sa capacité à impulser des améliorations significatives et durables dans le secteur caféier.

Les contributions attendues des membres de la SSCP à l'horizon 2030 sont définies selon des attentes différenciées pour les micro, petites et

moyennes entreprises (MPME), les grandes entreprises, ainsi que les acteurs clés, sur la base des sous-catégories d'adhésion à la SSCP. Cette structure reflète les capacités, ressources et réalités opérationnelles variées des entreprises membres, et vise à créer une trajectoire équitable mais ambitieuse vers des progrès collectifs.

Les membres sont libres de choisir leur niveau initial d'engagement dans la Feuille de route. Il n'est pas exigé que toutes les mesures d'un niveau soient mises en œuvre dès le départ, mais elles doivent commencer à être abordées au cours de la période couverte par la Feuille de route. Des formats hybrides sont également possibles, lorsqu'une entreprise met en œuvre des mesures relevant de différents niveaux.

Tous les membres doivent s'engager dans une démarche d'amélioration continue, à la fois au sein des niveaux et en progressant vers les niveaux supérieurs, en avançant à un rythme adapté à leurs ressources et à leurs capacités. Ainsi, toutes les entreprises doivent définir un point de départ, renforcer progressivement leurs efforts et les étendre dans le temps pour atteindre l'ensemble des producteurs, à travers des actions individuelles comme collectives. Par ailleurs, les différents niveaux ne doivent pas être considérés comme une limite finale, les entreprises étant encouragées à les dépasser même aux stades avancés.

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont elles aussi encouragées à se montrer de plus en plus ambitieuses avec le temps, en s'orientant vers des niveaux d'engagement et

de responsabilité plus élevés à mesure que leur capacité s'accroît.

Tout au long de ce processus, la SSCP met l'accent sur un apprentissage orienté vers l'action, en reconnaissant que l'expérimentation et l'adaptation sont plus précieuses que la communication publique individuelle. En conséquence, le Bureau de coordination de la SSCP garantit la confidentialité de ses membres et ne communiquera les progrès que sous forme agrégée.

La réalisation de progrès significatifs dans la chaîne d'approvisionnement du café nécessite l'engagement actif et la collaboration des ONG, des institutions de recherche et du secteur public. Ces acteurs apportent une expertise essentielle, un engagement à long terme et une connaissance du terrain indispensable à la mise en place d'approches efficaces et inclusives.

En mobilisant à la fois des ressources stratégiques et opérationnelles, ils jouent un rôle clé pour compléter les efforts des entreprises et approfondir la compréhension collective des réalités rencontrées à travers la chaîne de valeur. Des contributions constructives et orientées vers des solutions — notamment par un engagement direct centré sur les producteurs dans les pays d'origine — permettent de stimuler l'amélioration continue et de soutenir l'élaboration de stratégies pratiques et fondées sur des données probantes.

Dans les sections suivantes, chacune des six ambitions est présenté plus en détail.



Ambition 1: Les ménages producteurs de café réduisent, voire comblent, leur écart de revenu décent. Les travailleurs des exploitations de café perçoivent au moins un salaire minimum, et leurs salaires progressent vers un salaire décent.

Pourquoi est-ce important ?

Percevoir un revenu décent ou un salaire vital permet aux familles de petits producteurs et aux travailleurs d'atteindre un niveau de vie décent — couvrant les besoins essentiels tels qu'une alimentation adéquate, un logement sûr, l'accès aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que la capacité d'épargner pour l'avenir. Sans revenu suffisant, de nombreux producteurs de café restent piégés dans des cycles de pauvreté, ce qui rend difficile l'investissement dans des pratiques agricoles durables ou l'adaptation à des défis tels que le changement climatique et la volatilité des marchés, mettant ainsi en danger l'ensemble de la chaîne de valeur. De plus, l'insuffisance de revenus est étroitement liée à de nombreuses violations des droits humains, comme le travail forcé et le travail des enfants.

La SSCP vise des interventions coordonnées dans plusieurs domaines clés afin de réduire l'écart de revenu décent et d'écart salarial pour l'ensemble des ménages producteurs et des travailleurs. Ces domaines incluent la productivité pour atteindre des rendements durables, les prix et autres pratiques d'approvisionnement, les coûts de production et autres dépenses ménagères, la diversification des revenus, l'évaluation et la gestion des risques, la gouvernance locale et l'amélioration des conditions favorables, le tout soutenu par une forte approche sensible au genre. Si l'objectif principal est de combler l'écart de revenu décent et de salaire vital pour les ménages producteurs, des efforts ciblés seront également orientés vers les ménages les plus vulnérables, en appui à des stratégies complémentaires telles que la diversification des revenus.

La mesure crédible des effets de ces interventions nécessite une approche conjointe fondée sur les données. La SSCP propose d'utiliser des méthodologies harmonisées et de s'aligner sur les initiatives existantes à travers des études coordonnées — telles que le Taskforce on Prosperous Income de l'OIC, les plateformes nationales affiliées au GCP, et les références de revenu décent (Living Income Benchmarks, LIB) d'Anker, entre autres — afin de suivre l'évolution des revenus des ménages.

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Mesure les écarts de revenu au moyen d'études conjointes utilisant des méthodologies harmonisées et le suivi de projets. Réalisation d'études liées au revenu décent (incluant éventuellement des études sur le bien-être des producteurs et des travailleurs), en appui aux membres de la SSCP.



Partenariats public-privé (PPP) : Met en œuvre des projets conjoints dans les pays prioritaires qui abordent collectivement les leviers essentiels du revenu, permettant d'agir au-delà de la portée des membres pris individuellement.



Apprentissage et échange de connaissances : Facilite un échange continu sur les effets des interventions sur les revenus des ménages agricoles grâce à des formats d'apprentissage entre pairs et au partage des connaissances.



Dialogue politique et collaboration internationale : S'engage dans un dialogue politique avec les pays producteurs afin de soutenir des environnements favorables au revenu décent (p. ex. prix à la ferme) et de traiter les obstacles structurels au revenu décent qui échappent au contrôle direct des membres (p. ex. régime foncier, etc.).



Contributions des membres d'ici 2030 :

Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- Participer activement aux efforts de renforcement des capacités en matière de revenu et de salaire décent (p. ex. études conjointes sur le revenu et le salaire décent, événements d'apprentissage entre pairs ou autres initiatives collaboratives, le cas échéant, voir Notes techniques).
- Explorer des moyens de rendre l'approvisionnement plus durable, en tenant compte des primes financières, de la diversification des revenus et des prix, avec pour objectif global de développer une stratégie d'approvisionnement durable et holistique.
- Collaborer étroitement avec le bureau de coordination du SSCP pour bénéficier d'un appui visant à améliorer le revenu décent au sein de leur propre chaîne d'approvisionnement.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Les entreprises sont appelées à agir sur une part substantielle de leur approvisionnement en café, potentiellement selon une approche progressive, à un niveau intermédiaire (minimum 3 actions) ou avancé (minimum 4 actions, incluant des incitations liées au Revenu Décent de Référence — Living Income Benchmark, LIB), afin de soutenir les efforts collectifs décrits.

Actions possibles des entreprises :

- Incitations financières pour une production durable telles que des primes (niveau intermédiaire).
- Mécanismes de prix ou incitations directement liés au LIB (niveau avancé).
- Mesures visant à améliorer les rendements et/ou réduire les coûts de production.
- Mesures visant à réduire les coûts supportés par les ménages (p. ex. san-

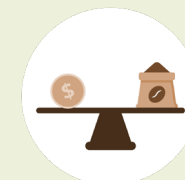
té, éducation, etc.).

- Mesures visant à soutenir la diversification des revenus des producteurs de café.
- Participation à des études conjointes pertinentes sur le revenu décent impliquant un échantillon de producteurs/travailleurs bénéficiaires, un financement et le partage de données agrégées (le cas échéant, voir Notes techniques). Ces études visent à intégrer des évaluations des risques dans les pays d'origine clés afin de définir des stratégies permettant d'atténuer les risques et de progresser vers l'atteinte du revenu et du salaire décent.

Facteurs externes :

Des facteurs systémiques, échappant à l'influence directe des membres du SSCP, peuvent affecter les résultats, soulignant l'importance de réponses coordonnées et d'un engagement politique :

- taille des exploitations, propriété foncière, rareté et inégalités,
- volatilité des prix sur le marché mondial du café,
- changement climatique et son impact sur la productivité,
- migrations et évolutions démographiques affectant la disponibilité de la main-d'œuvre,
- conditions macroéconomiques et politiques (p. ex. inflation, fluctuations monétaires), et
- certaines politiques nationales (p. ex. lois sur le salaire minimum, subventions ou politiques commerciales, etc.).





Ambition 2: Les risques en matière de droits humains, tels que le travail des enfants et le travail forcé, sont traités grâce à des processus de diligence raisonnable efficaces.

Pourquoi est-ce important ?

Traiter les enjeux liés aux droits humains dans la chaîne d'approvisionnement du café est essentiel à la durabilité. Des violations telles que le travail des enfants et le travail forcé, ainsi que des conditions de travail inadéquates, portent non seulement atteinte aux droits fondamentaux, mais compromettent également la résilience et la stabilité à long terme des communautés productrices de café — en particulier dans un contexte de pénuries persistantes de main-d'œuvre. Lorsque les ménages caféiculteurs peinent à couvrir leurs besoins de base, ils peuvent recourir à des mécanismes de survie néfastes, comme le travail des enfants. Le travail forcé dans l'industrie du café découle d'une combinaison de facteurs socio-économiques, notamment la pauvreté, le manque d'éducation et des réglementations du travail insuffisantes. L'informalité du travail constitue un problème majeur sous-jacent : de nombreux travailleurs opèrent sans contrat formel, ce qui les prive de protection sociale, de recours juridiques et de conditions de travail décentes. Ces relations d'emploi informelles accroissent la vulnérabilité à l'exploitation, notamment l'endettement forcé, la retenue des salaires, des horaires excessifs et des abus physiques ou verbaux. Les travailleurs migrants et saisonniers sont particulièrement exposés en raison de l'absence de protections légales, de mécanismes de contrôle et de gouvernance du travail inclusive.

Ces risques sont fréquemment aggravés par les inégalités de genre. Les femmes dans le secteur du café — qu'elles soient salariées, productrices ou membres de la main-d'œuvre familiale non rémunérée — sont souvent confrontées à un accès limité à un travail décent, aux droits fonciers, aux mécanismes de recours et au pouvoir de décision. En même temps, les approches sensibles au genre représentent un levier crucial, mais encore trop peu exploité, pour faire face aux défis liés aux droits humains. L'autonomisation des femmes, la promotion de l'égalité de genre dans les pratiques de travail et la garantie d'une participation inclusive des parties prenantes peuvent contribuer à des systèmes de diligence raisonnable plus efficaces et plus durables.

Les entreprises peuvent contribuer à une chaîne d'approvisionnement du café plus équitable et éthique en évoluant, d'ici 2030, des pratiques fondamentales de diligence raisonnable en matière de droits humains (DRDH) vers des systèmes de gestion des risques plus avancés et sensibles au contexte, permettant une amélioration continue et un changement durable, soutenus par un engagement local fort et un alignement sur les stratégies nationales.

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Soutenir les membres dans le reporting sur la couverture et l'efficacité de leurs systèmes de DRDH, y compris les cas identifiés de travail des enfants et de travail forcé, les efforts de remédiation et les enseignements tirés. Renforcer la qualité et la crédibilité des données grâce à l'intégration d'analyses contextuelles et de méthodes fondées sur des preuves.



Partenariats public-privé (PPP) : Faciliter des projets communs entre membres, ONG et gouvernements qui associent mise en œuvre sur le terrain et alignement politique pour traiter les causes systémiques des risques liés aux droits humains. Ces projets peuvent inclure des initiatives de recrutement éthique, des programmes de soutien aux moyens de subsistance, de sensibilisation et de réduction de la pauvreté. Veiller à ce que les projets reflètent les réalités locales et soient amplifiés grâce à une conception conjointe et une responsabilité partagée.



Apprentissage et échange de connaissances : Développer et maintenir un centre de connaissances regroupant des outils, études de cas et recherches sur les pratiques efficaces de diligence raisonnable. Orienter les membres à travers des ressources sélectionnées, des formats d'apprentissage collectif et des mécanismes de retour d'expérience. Co-développer et diffuser des solutions pratiques qui s'attaquent aux causes profondes et renforcent l'identification et la remédiation des risques.



Dialogue politique et collaboration internationale : Représenter les membres dans les discussions politiques nationales et internationales afin de promouvoir la protection du travail et l'alignement avec les réglementations en matière de diligence raisonnable. Permettre un dialogue entre acteurs publics, privés et de la société civile pour aligner l'action sur les priorités nationales, intégrer la diligence raisonnable dans les systèmes de gouvernance et amplifier les solutions grâce à la réforme des politiques.



Contributions des membres d'ici 2030 :

Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- S'approvisionner à un pourcentage significatif via des dispositifs de durabilité qui garantissent un prix minimum ou une prime clairement définie ;
- Contribuer aux mesures de prévention et de mitigation mises en place par leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement ;
- Développer leurs connaissances et capacités internes en matière de DRDH ;
- Participer aux opportunités d'apprentissage collectif et de collaboration promues par le SSCP ;
- Soutenir les projets du SSCP liés aux droits humains.

Ces efforts doivent être adaptés au modèle d'approvisionnement de l'entreprise, à son influence et à son exposition géographique aux risques. Le SSCP fournira un appui pratique ainsi que des modèles types afin de réduire les doublons et la charge administrative.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Niveau intermédiaire : Les entreprises mettent en place un système de gestion de la DRDH conforme aux cadres réglementaires suisses (notamment l'Ordonnance sur la transparence et la diligence raisonnable, VSoTr) et aux normes internationalement reconnues (voir Notes techniques). Cela inclut :

- Des évaluations approfondies des droits humains et de l'impact dans les pays d'approvisionnement à haut risque et/ou à fort volume ;
- La mise en œuvre de mesures de prévention et de mitigation fondées sur les risques, tenant compte du contexte local et des causes systémiques (p. ex. informalité du travail, écarts salariaux, pratiques de recrutement) ;
- L'établissement de mécanismes de réclamation et de remédiation ;
- Un reporting transparent sur les processus, résultats et enseignements de la DRDH, aligné avec les directives suisses et internationales ;
- Une participation active aux initiatives conjointes sectorielles (p. ex. projets pilotes de recrutement éthique, plateformes de voix des travailleurs,

intégration de systèmes de réclamation) ;

- Un engagement direct et continu avec les titulaires de droits et une participation aux discussions politiques.

Niveau avancé : Au niveau le plus avancé, les entreprises doivent positionner la DRDH comme une fonction systémique et intégrée de leurs opérations de durabilité et d'approvisionnement. Cela comprend :

- L'alignement des pratiques de DRDH avec les institutions nationales des droits humains, leurs systèmes et processus, en collaboration avec les gouvernements et la société civile dans les pays producteurs ;
- L'investissement dans des programmes à l'échelle des territoires qui s'attaquent aux causes structurelles des violations des droits (p. ex. pauvreté, informalité du marché du travail, exploitation liée au recrutement) ;
- La collaboration avec les gouvernements et la société civile pour co-développer des stratégies à long terme allant au-delà de la conformité.

Facteurs externes :

Les risques en matière de droits humains dans la chaîne d'approvisionnement du café proviennent de facteurs structurels échappant au contrôle des entreprises individuelles, notamment :

- La pauvreté et l'insécurité des revenus, qui alimentent des pratiques de travail abusives comme le travail des enfants et le travail forcé ;
- La faiblesse de l'application des lois du travail et le recours à l'embauche informelle, qui laissent les travailleurs exposés aux abus ;
- Le changement climatique et la dégradation de l'environnement, qui accentuent la pression économique et la vulnérabilité ;
- L'instabilité politique et les conflits, qui augmentent les risques de travail forcé ;
- La migration et l'apatridie, qui rendent les travailleurs sans papiers particulièrement vulnérables à l'exploitation ;
- Les politiques commerciales et la volatilité des prix, qui créent une incertitude financière compliquant le respect de normes éthiques du travail.





Ambition 3: La production de café soutient des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation et de conversion, et contribue activement à la restauration des forêts dégradées et d'autres écosystèmes concernés.

Pourquoi est-ce important ?

La déforestation et la dégradation des écosystèmes demeurent des défis majeurs dans la production mondiale de café. Ces processus contribuent à la baisse de la fertilité des sols, à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, à la réduction de la disponibilité en eau et à une perte significative de biodiversité. L'un des principaux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts est la pauvreté : de nombreuses petites exploitations et plantations vieillissantes de café souffrent de faibles rendements et d'une insécurité foncière. Ces contraintes obligent souvent les producteurs à s'étendre vers des zones forestières à la recherche de nouvelles opportunités de culture.

De plus, le changement climatique rend les régions traditionnelles de culture du café moins viables en raison de l'augmentation des températures et de pluies de plus en plus irrégulières. En conséquence, la production se déplace vers des altitudes plus élevées et de nouvelles zones géographiques, ce qui accroît le risque de déforestation et de conversion des écosystèmes.

Alors que les forêts subissent une forte pression, d'autres écosystèmes sont également menacés par la culture du café. Ces zones doivent être tout autant prioritaires en matière de protection et de restauration. Les nouvelles réglementations, telles que le Règlement européen sur la déforestation (EUDR), visent à freiner la déforestation en promouvant des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation. Toutefois, il convient de noter que l'EUDR ne couvre que la conversion des forêts en terres agricoles et non la conversion d'autres écosystèmes vitaux. Cette lacune souligne la nécessité d'une attention particulière également portée aux écosystèmes non forestiers.

Respecter les exigences d'approvisionnement exempt de déforestation nécessite également des systèmes de traçabilité robustes. S'ils améliorent la transparence des chaînes d'approvisionnement, ces systèmes risquent toutefois d'exclure les petits producteurs incapables de s'y conformer. Il est essentiel que ces producteurs reçoivent un soutien et une compensation adéquats pour garantir des chaînes d'approvisionnement équitables et inclusives.

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Rapporter les efforts en matière d'approvisionnement en café exempt de déforestation et de conversion. Mettre en avant les réussites en matière de conservation et de restauration en collectant des données sur les surfaces forestières et écosystémiques protégées ou restaurées grâce aux initiatives des membres ou aux PPP.



Partenariats public-privé (PPP) : Participer ou diriger des Projets à Impact matures axés sur la protection et la restauration des forêts et d'autres écosystèmes critiques. S'engager dans des Projets pilotes (Seed Projects) visant à développer ou améliorer les outils de traçabilité et de conservation des écosystèmes.



Apprentissage et échange de connaissances : Promouvoir l'alignement sectoriel par le partage de cartes, de métriques et de seuils de risque de déforestation en collaboration avec des plateformes existantes telles que l'Accountability Framework, la Global Coffee Platform, la Sustainable Coffee Challenge et d'autres initiatives pertinentes. Faciliter l'échange de bonnes pratiques en matière de conservation, de restauration, de plaidoyer politique et de traçabilité.



Dialogue politique et collaboration internationale : Collaborer avec les gouvernements nationaux pour établir une compréhension commune des normes « zéro déforestation ». Plaidoyer pour la protection de tous les écosystèmes pertinents – et pas uniquement des forêts – contre la conversion. Soutenir les gouvernements locaux à travers des outils tels que des modèles de prévision des risques par satellite, des unités de patrouille et des initiatives de restauration.



Contributions des membres d'ici 2030 :

Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- Respecter pleinement les réglementations suisses et/ou européennes liées à la déforestation pour les importations en Suisse et les exportations vers l'UE ou les marchés mondiaux, tout en s'efforçant d'aller au-delà des obligations légales lorsque cela est possible.
- Évaluer leurs chaînes d'approvisionnement afin d'identifier les opportunités d'approvisionnement en café exempt de déforestation et de conversion.
- Explorer leur participation aux Projets pilotes (Seed Projects) ou aux Projets à Impact collaboratifs du SSCP pour restaurer les forêts et protéger les écosystèmes vulnérables.
- Participer aux activités de partage de connaissances du SSCP axées sur la conservation et la restauration des écosystèmes.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Niveau intermédiaire :

- Démontrer un engagement en faveur d'un approvisionnement exempt de déforestation et se conformer à toute réglementation suisse et/ou européenne relative à la déforestation – pour les importations en Suisse ainsi que pour les exportations de la Suisse vers l'UE et les marchés mondiaux.
- Donner la priorité à l'évitement de l'approvisionnement en provenance de zones où des écosystèmes (au-delà des forêts) ont été convertis.
- Participer activement aux Projets à Impact collaboratifs soutenus par le SSCP/SECO, ou à des initiatives équivalentes à l'échelle des territoires, pour protéger et restaurer activement les forêts dégradées ainsi que d'autres écosystèmes pertinents.
- Veiller à ce que les coûts de mise en œuvre des systèmes de traçabilité ne reposent pas sur les producteurs.

Niveau avancé :

En plus de respecter les exigences du niveau intermédiaire, réaliser des investissements substantiels dans la protection et la restauration des écosystèmes par le biais de Projets à Impact collaboratifs ou d'initiatives équivalentes à l'échelle des territoires.

Facteurs externes :

Des facteurs systémiques échappant à l'influence directe des membres du SSCP peuvent affecter les résultats, ce qui souligne l'importance de réponses coordonnées et d'un engagement politique, tels que :

- Les politiques nationales et locales liées à la déforestation, à la dégradation des forêts et à la conversion des écosystèmes ;
- La faiblesse de l'application des réglementations environnementales aux niveaux national et local.





Ambition 4: Les pratiques d'agriculture régénératrice sont largement adoptées dans les plantations de café.

Pourquoi est-ce important ?

L'agriculture régénératrice représente une opportunité transformatrice pour le secteur du café. Ces pratiques jouent non seulement un rôle essentiel dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, mais elles renforcent aussi la biodiversité, améliorent les services écosystémiques et accroissent la résilience des systèmes caféiers. En favorisant des sols plus sains, un meilleur cycle des nutriments et une plus grande diversité végétale, les méthodes régénératrices permettent d'augmenter la séquestration du carbone à la fois au-dessus et en dessous du sol, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Bien qu'il n'existe pas encore de définition universellement acceptée, la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) Platform a proposé en 2023 une définition harmonisée au sein de l'industrie : *l'agriculture régénératrice est une approche agricole fondée sur les résultats, qui protège et améliore la santé des sols, la biodiversité, le climat et les ressources en eau — tout en améliorant les moyens de subsistance des producteurs. L'amélioration des moyens de subsistance découle de rendements plus stables et plus élevés, ce qui peut également contribuer à renforcer la sécurité alimentaire.*

Un ensemble central de pratiques particulièrement pertinentes pour le secteur du café comprend :

- La minimisation du travail du sol ;
- La couverture permanente des sols (p. ex. cultures de couverture, paillage, ou résidus de récolte) ;
- L'agroforesterie ;
- Les haies et bandes tampons végétales ;
- Les zones tampons riveraines ;
- La gestion du fumier et des nutriments (y compris compost, engrais organiques, biochar) ;
- La lutte intégrée contre les ravageurs (p. ex. biocontrôle) ;
- L'irrigation efficace ;
- Les bonnes pratiques agricoles (p. ex. taille, rénovation, variétés résistantes).

Il est important de reconnaître que la mise en œuvre de certaines pratiques — comme la rénovation à grande échelle ou la distribution de compost — nécessite une coordination et des ressources qui dépassent la capacité des producteurs individuels. La flexibilité, la collaboration et des stratégies adaptées aux contextes locaux sont donc essentielles pour une adoption réaliste et efficace.

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Collecte de données sur l'adoption des pratiques régénératrices et l'échelle de leur mise en œuvre dans les zones de culture du café, en alignement avec les initiatives existantes.



Partenariats public-privé (PPP) : Soutien à des Projets Pilotes testant des techniques régénératrices innovantes. Intégration d'approches régénératrices dans des Projets à Impact collaboratifs afin de traiter les défis de durabilité de manière holistique.



Apprentissage et échange de connaissances : Facilitation du partage de bonnes pratiques et d'approches visant à encourager une adoption large des pratiques régénératrices selon les contextes locaux. Cofinancement d'études d'impact sur les effets de l'agriculture régénératrice sur les services écosystémiques (p. ex. avec des organisations de labels, des instituts de recherche). Soutien au développement de publications thématiques et de guides pour traduire la recherche en pratiques concrètes.



Dialogue politique et collaboration internationale : Plaidoyer pour l'intégration de l'agriculture régénératrice dans les agendas politiques nationaux et locaux.



Contributions des membres d'ici 2030 :



Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- Explorer des partenariats et des approvisionnements via des dispositifs de durabilité pour promouvoir l'agriculture régénératrice au sein de leur chaîne d'approvisionnement.
- S'engager dans des Projets Pilotes ou Projets à Impact collaboratifs menés par le SSCP ou équivalents qui favorisent l'agriculture régénératrice.
- Participer activement aux activités de formation et d'apprentissage entre pairs sur l'agriculture régénératrice proposées par le SSCP ou d'autres acteurs.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Les entreprises sont attendues à agir sur une part substantielle de leur approvisionnement en café, potentiellement par une approche progressive à un niveau intermédiaire ou avancé :

Niveau intermédiaire :

Les entreprises cherchent activement à s'approvisionner en café produit selon les principes de l'agriculture régénératrice et démontrent l'ambition d'augmenter continuellement leurs volumes d'approvisionnement, avec pour objectif ultime de s'approvisionner entièrement en café issu de l'agriculture régénératrice.

Niveau avancé :

En plus des exigences du niveau intermédiaire, les entreprises mettent en œuvre des stratégies claires visant à s'approvisionner entièrement en café issu de l'agriculture régénératrice.

Facteurs externes :

Des facteurs systémiques échappant à l'influence directe des membres du SSCP peuvent affecter les résultats, ce qui souligne l'importance de réponses coordonnées et d'un engagement politique, tels que :

- L'absence de droits fonciers sécurisés pour les producteurs, qui empêche l'engagement à long terme requis pour l'agriculture régénératrice ;
- L'influence limitée sur les pratiques culturelles des fournisseurs indirects ;
- Le manque d'accès au marché et/ou de demande pour les produits non caféiers issus de l'agroforesterie ;
- Le changement climatique ;
- Le manque d'adhésion des producteurs à l'adoption de nouvelles pratiques.

La définition de ce qui constitue l'agriculture régénératrice dans le secteur du café n'est pas encore finalisée. Toutefois, les exemples de bonnes pratiques mentionnés ci-dessus servent de référence actuelle.



Ambition 5: La production de café progresse vers la neutralité carbone, en cohérence avec les objectifs climatiques mondiaux.

Pourquoi est-ce important ?

Le secteur du café est confronté à un large éventail de défis liés au climat — allant des émissions générées lors de la production, de la transformation et du transport, aux impacts croissants du changement climatique sur les rendements et la viabilité des exploitations.

Pour préserver la durabilité du secteur à long terme, une action urgente est nécessaire pour décarboner la chaîne de valeur du café, en alignement avec l'Accord de Paris et son objectif de 1,5 °C d'ici 2050 comme horizon de référence.

Atteindre la neutralité carbone exige une approche double : mettre en œuvre des actions rapides — par exemple, l'optimisation de la logistique et l'amélioration de l'efficacité énergétique — comme mesures de court terme d'ici 2030, tout en investissant dans des solutions systémiques et de long terme qui évitent des conséquences négatives involontaires, en particulier au niveau des exploitations.

Les entreprises se trouvent à des stades variés de cette transition. Certaines adoptent déjà des objectifs fondés sur la science (science-based targets) ou pilotent des initiatives sectorielles, tandis que d'autres commencent à cartographier leurs émissions. Des innovations comme le biochar issu de coques de café montrent un potentiel prometteur pour réduire les émissions au sein même de la chaîne d'approvisionnement (insetting).

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Sélectionne et partage les bonnes pratiques en matière d'action climatique, avec un accent sur les émissions de Scope 3.



Partenariats public-privé (PPP) : Cofinance des Projets Pilotes et Projets à Impact collaboratifs axés sur la décarbonation et la résilience climatique. Soutient des partenariats avec des acteurs locaux dans les pays producteurs pour mettre en œuvre des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.



Apprentissage et échange de connaissances : Organise des événements d'apprentissage dédiés à l'atténuation climatique et à la décarbonation. Facilite le développement de facteurs d'émission partagés et, potentiellement, d'outils de comptabilisation des Gas à effet de serre au niveau des exploitations, en s'inspirant des bonnes pratiques d'autres secteurs comme le cacao (voir le GHG accounting manual for cocoa de Quantis, WCF et les membres du groupe de travail SBTi de WCF).



Dialogue politique et collaboration internationale : Participe à des dialogues politiques régionaux et mondiaux pour promouvoir le leadership climatique du secteur et explorer des synergies avec d'autres secteurs de matières premières.



Contributions des membres d'ici 2030 :



Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- Réaliser des diagnostics internes pour identifier les opportunités de réduction des émissions de Scope 3 ;
- Investir dans le développement des capacités internes sur la réduction des émissions de Scope 3 (par ex. participation à des événements d'apprentissage entre pairs ou à des groupes de travail organisés par la SSCP ou équivalents) ;
- Identifier et, lorsque possible, mettre en œuvre des mesures d'atténuation à court et long terme ;
- Explorer des projets collaboratifs de décarbonation.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Les entreprises sont attendues à agir à un niveau intermédiaire ou avancé :

Niveau intermédiaire :

- Évaluer et quantifier les émissions pour les principales sources d'approvisionnement en café dans la chaîne de valeur ;
- Identifier à la fois des actions rapides tangibles et des stratégies de réduction d'émissions de long terme, en mettant l'accent sur le Scope 3 ;
- Investir dans le renforcement des capacités internes en matière de réduction des émissions et impliquer leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement par le biais de partenariats, de collaborations et, le cas échéant, d'investissements.

Niveau avancé :

- S'engager sur des objectifs scientifiques de court et long terme (SBTi), avec un reporting comme preuve d'alignement ;
- Investir dans le renforcement des capacités internes et engager leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement, en particulier les MPME membres de la SSCP, via des partenariats, des collaborations et des investissements potentiels.

Facteurs externes :

Des facteurs systémiques échappant à l'influence directe des membres de la SSCP peuvent affecter les résultats, ce qui souligne l'importance de réponses coordonnées et d'un engagement politique, tels que :

- Les efforts sectoriels ou partenariats limités pour coordonner l'évaluation complète des émissions de Scope 3 dans la chaîne de valeur du café ;
- L'absence d'outils, de métriques et de cadres standardisés spécifiques pour suivre les émissions de carbone dans la chaîne de valeur du café, ce qui peut retarder les progrès globaux du secteur vers la réduction carbone ;
- Le risque de conséquences négatives involontaires au niveau des exploitations (p. ex. exclusion de producteurs en raison de normes d'émissions).



Ambition 6: Le café est sourcé au travers de dispositifs qui garantissent de manière transparente des pratiques agricoles durables.

Pourquoi est-ce important ?

Les schémas d'approvisionnement durable sont des instruments clés pour parvenir à un secteur caféier durable. Ils permettent une meilleure gestion des risques, renforcent la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, garantissent la conformité aux codes, normes et réglementations établis, et soutiennent les producteurs grâce à une meilleure visibilité et responsabilité.

Pour suivre les progrès vers cet objectif, la SSCP surveillera les flux de café et cherchera à accroître les niveaux de transparence dans les schémas d'approvisionnement utilisés.

Pour plus de détails sur les schémas considérés, se référer aux Notes techniques.

Comment la SSCP soutient la mise en œuvre jusqu'en 2030 :



Responsabilité et transparence : Développe des ressources et outils visant à favoriser la comparaison sectorielle (benchmarking), l'alignement réglementaire et l'efficacité globale des schémas d'approvisionnement (par ex. outils d'évaluation des risques), en s'appuyant sur des partenariats internationaux (GCP, ISEAL, ITC, etc.).



Partenariats public-privé (PPP) : Cofinance l'amélioration, le développement et le déploiement de projets d'approvisionnement innovants pour les micro, petites et moyennes entreprises (par ex. relier les normes et les outils de traçabilité aux impacts et bénéfices au niveau des exploitations).



Apprentissage et échange de connaissances : Facilite l'apprentissage accéléré entre membres grâce à des échanges sur les schémas et outils d'approvisionnement.



Dialogue politique et collaboration internationale : Aligne les schémas et pratiques d'approvisionnement avec les cadres politiques et de gouvernance locaux (par ex. lois et règlements locaux pour la production de café biologique/durable, y compris la gestion des ravageurs).



Contributions des membres d'ici 2030 :



Micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

- Partager les données sur les volumes de café achetés et les outils utilisés (par ex. labels, codes, normes ou approches systémiques équivalentes) avec le Bureau de coordination.
- Participer activement aux activités de la SSCP pour renforcer les capacités internes en matière de pratiques d'approvisionnement durable.
- Explorer et tester des schémas d'approvisionnement qui répondent efficacement aux principaux défis identifiés dans la Feuille de route de la SSCP.

Grandes entreprises et acteurs clés :

Il est attendu des entreprises qu'elles prennent des mesures pour une partie significative de leur approvisionnement en café, par exemple en adoptant une approche progressive, soit à un niveau intermédiaire, soit à un niveau avancé :

Niveau intermédiaire :

Une part substantielle de l'approvisionnement en café doit reposer sur des pratiques agricoles durables alignées avec un schéma reconnu par le mécanisme d'équivalence du GCP.

Les volumes annuels correspondants doivent être déclarés au GCP et communiqués à la SSCP sous forme agrégée pour être présentés dans le rapport annuel de la SSCP.

Niveau avancé :

Une part substantielle de l'approvisionnement en café doit reposer sur des pratiques agricoles durables utilisant un schéma conforme au Code de bonnes pratiques de l'ISEAL ou démontrant une garantie et un impact équivalents par une vérification indépendante.

L'alignement avec l'ISEAL est considéré comme une référence de pointe et un objectif sectoriel (voir : ISEAL Codes of Good Practice).

Les volumes annuels correspondants doivent être communiqués sous forme désagrégée dans le rapport annuel de la SSCP.

Facteurs externes :

Dans la poursuite de cette ambition et le respect des niveaux énoncés ci-dessus, les membres peuvent rencontrer des facteurs externes ou contraignants tels que :

- La rareté de l'offre de café durable, vérifié et certifié ;
- L'incertitude réglementaire pouvant retarder l'alignement entre les schémas d'approvisionnement ;
- Les MPME peuvent être confrontées à des barrières de coûts et de temps dans l'expérimentation et le développement de nouveaux modèles d'approvisionnement.



Suivi, évaluation et apprentissage (MEL)

Pour suivre les progrès vers les engagements de 2030, un cadre solide de Suivi, Évaluation et Apprentissage (MEL) est essentiel. En particulier au début du partenariat SSCP, il est crucial de mesurer l'engagement des membres dans les différentes catégories et à travers les thématiques de durabilité définies par les Ambitions de la Feuille de route. L'évaluation de référence prévue pour 2026 permettra d'identifier les écarts et, si nécessaire, d'adapter les stratégies de la SSCP et des membres individuels aux défis émergents. Sans un MEL robuste et efficace, les efforts de durabilité risquent d'être fragmentés ou de ne pas répondre aux conditions changeantes dans les pays producteurs de café.

Afin de garantir la crédibilité et l'impact collectif, la SSCP met en place une approche de redevabilité fondée sur un rapportage régulier des progrès et un partage transparent des données avec le Bureau de coordination de la SSCP. Celui-ci surveille le processus, engage les membres pour combler les lacunes et identifier des opportunités d'apprentissage accéléré et d'amélioration continue. De plus, le Bureau de coordination doit informer le Conseil d'administration sur l'engagement global des membres et signaler les risques potentiels de comportements de « passagers

clandestins » en cas de manque d'adhésion à la culture SSCP d'amélioration continue et de partage basé sur la confiance.

Le cadre MEL de la SSCP est donc conçu pour équilibrer rigueur et pragmatisme, minimiser la charge de rapportage et permettre un apprentissage utile à tous les types de membres, avec un accent particulier sur la rentabilité, le partage et la collaboration.

Les piliers du MEL

Les piliers clés du MEL (Monitoring, Evaluation and Learning) sont conçus pour se renforcer et se compléter mutuellement.

Enquêtes auprès des membres : évaluation de référence et à mi-parcours

Pour mesurer de manière crédible les progrès dans la mise en œuvre de la Feuille de route 2030, la SSCP mènera deux principales enquêtes auprès de ses membres :

a. Évaluation de référence (2026) :

En 2026, via une enquête auprès des membres, le Bureau de coordination collectera des données sur l'engagement actuel et prévu des membres concernant les six ambitions, ainsi que sur leur intérêt pour des efforts collaboratifs et précompétitifs. Tous les membres s'engagent à partager ces données intégralement avec le Bureau de coordination de façon confidentielle. Lorsque possible, les membres pourront s'appuyer sur des cadres de rapportage existants, à condition que les informations soient pleinement accessibles au Bureau (par ex. SBTi).

b. Revue à mi-parcours (2028) :

Une deuxième enquête en 2028 fournira des informations clés sur les progrès réalisés, tout en identifiant les éventuels écarts, insuffisances et opportunités pour renforcer davantage les Ambitions de la Feuille de route. Combinés à d'autres évaluations menées par le Bureau de coordination, sous la direction stratégique du Conseil de la SSCP, les résultats orienteront les discussions de 2029 sur l'élaboration d'une Feuille de route post-2030.

Suivi des projets

Le suivi des projets cofinancés avec le SECO constituera une autre source essentielle d'information pour évaluer les progrès sur la Feuille de route et l'engagement des membres à travers les six Ambitions. Ces projets seront explicitement alignés avec les Ambitions, et leur financement ainsi que leur rapportage subséquent soutiendront les membres dans l'amélioration continue de leur engagement.

Évaluations d'impact collaboratives

Au-delà du suivi et de l'évaluation, la SSCP vise à instaurer un système axé sur l'apprentissage qui favorise l'innovation et l'adaptation continues. En institutionnalisant une culture d'apprentissage et de gestion adaptative, les membres de la SSCP pourront affiner régulièrement leurs stratégies, garantissant que les interventions restent efficaces et adaptées aux réalités socio-économiques et environnementales en évolution.



Résumé des piliers MEL

Pilier MEL	Objectif	Principaux livrables
Enquêtes auprès des membres : Évaluation de référence (2026)	Collecter des données sur l'engagement actuel et prévu à travers les six ambitions; mesurer l'intérêt pour les efforts collaboratifs ; utiliser les cadres existants lorsque possible ; affiner les contributions des membres.	Données de référence sur l'engagement et le potentiel de collaboration.
Enquêtes auprès des membres : Revue à mi-parcours (2028)	Évaluer les progrès, identifier écarts et opportunités ; orienter les discussions sur la Feuille de route post-2030.	Rapport de progrès avec écarts identifiés et recommandations.
Suivi des projets	Suivre les progrès des projets cofinancés par le SECO ; garantir leur alignement avec les Ambitions ; soutenir l'amélioration de l'engagement des membres.	Rapports de suivi des projets ; niveaux d'engagement actualisés des membres.
Évaluations d'impact collaboratives	Favoriser l'innovation et l'adaptation continues ; affiner les stratégies pour qu'elles restent efficaces et pertinentes.	Stratégies affinées et pratiques de gestion adaptative.

Principes directeurs du MEL

Coordination stratégique avec les plateformes et initiatives existantes : la SSCP reconnaît les outils et structures de redevabilité déjà en place et s'engage à coordonner la conception du MEL avec celles d'autres acteurs du secteur, en tirant parti des recoupements d'adhésion.

Pas de double rapportage : la SSCP exonérera les membres de rapports redondants s'ils soumettent déjà des données via des mécanismes reconnus (par ex. rapport annuel GCP, suivi SBTi, diligence raisonnable alignée sur la CSRD).

Confidentialité : toutes les données des membres seront traitées selon les plus hauts standards de confidentialité. La SSCP ne publiera que des informations agrégées et anonymisées, sauf consentement explicite.

Accent sur l'apprentissage : l'objectif du MEL n'est pas d'évaluer individuellement les membres mais de générer des connaissances partagées, d'identifier les obstacles à l'impact et de soutenir la planification adaptative.

Soutien aux capacités diverses : le système MEL offrira des options de rapportage différenciées, un accompagnement pratique et des modèles, avec une attention particulière aux PME.



Communauté de pratique MEL (CoP)

Un système MEL solide nécessite un échange dynamique entre praticiens de toutes les catégories de membres et la possibilité d'intégrer et d'adapter les apprentissages de manière flexible. C'est pourquoi une Communauté de pratique MEL (CoP) est mise en place, qui servira également de laboratoire vivant (Living Lab). Cette CoP sera développée et mise en œuvre en étroite collaboration avec le secteur de la recherche afin d'utiliser stratégiquement les ressources scientifiques pour une mise en œuvre efficace de la Feuille de route.

Caractéristiques clés :

- Quatre points de contact annuels, incluant des journées de réflexion approfondie sur des thèmes prioritaires ;
- Animation tournante par les membres du secteur de la recherche, la SSCP assurant le secrétariat ;
- Formats de participation hybrides et flexibles, garantissant l'inclusion de voix globales ;
- Étroit partenariat avec les acteurs de la recherche pour relier les données scientifiques et l'innovation.

La CoP MEL contribuera également à identifier les défis émergents, à suivre la pertinence des indicateurs et à garantir que le cadre MEL reste réactif au contexte évolutif du secteur caféier.



ANNEX: Technical Notes

This annex is a complementary, explanatory annex designed to illustrate and clarify the ambitions set out in the SSCP Roadmap. It provides detailed context, definitions, and descriptions for each ambition, including relevant references, explanations of applied methods (where applicable), and the measurement approaches and proposed timelines for each target.

As a living document, the Technical Notes will be continuously updated and refined to reflect lessons learned in practice and feedback from SSCP members and other stakeholders. Its primary purpose is to complement the Roadmap by making its ambitions more tangible and actionable, without altering the agreed Roadmap content itself.

Ambition 1: Coffee farming households reduce, or even close, their living income gap. Coffee farm workers earn at least a minimum wage, and their wages increase towards a living wage.

Achieving a decent standard of living for coffee farmers and workers requires clear definitions:

- **Living wage** is the monthly wage an individual must earn to contribute to a decent standard of living.
- **Living income** is the total annual net income of a household, including both farm and off-farm earnings needed to achieve a decent standard of living.
- The **living income gap**, which we aim to reduce, is the difference between the actual income earned by farming households and the living income benchmark (i.e. the income required to reach a decent standard of living).

The ambition is to reduce, or even close, the living income gap for all farming households. The distinction between closing and reducing the living income and living wage gap tackles [LiCOP's Aligned Inclusive Living Income Narrative and Indicators](#), understanding that "targets that promise that 100% of farmers will reach a living income incentivise a move away from the most vulnerable, as they are not likely to reach the living income benchmark due to factors beyond the program's control".

As for farm workers, permanent workers of big farms are in a better position to achieve higher wages than temporary workers of smaller farms. This ambition aims for both permanent and tem-

porary workers to earn at least the minimum wage. Yet, to go beyond achieving this minimum wage, SSCP members seek to reduce the living wage gap for all workers, to ultimately achieve a living wage.

Activities

Reducing the living income and wage gap requires a coordinated, multi-stakeholder approach, involving both public and private sector actors. SSCP promotes a smart mix of interventions, expecting supply chain members to engage collaboratively and strategically along several impact levers:

- Securing better prices and financial incentives: Promoting fair, transparent pricing mechanisms such as offering premiums or bonuses that contribute to improved incomes, fostering responsible procurement practices, and stabilisation practices in case of low coffee prices, directly linking prices to living income benchmarks, etc.
- Diversifying income: Encouraging and enabling off-farm income activities to stabilise household incomes and reduce dependency on coffee alone.
- Improving yields: Providing technical assistance, training, and input access to boost on-farm productivity within sustainable boundaries, etc.
- Reducing production and household costs: Supporting more efficient farming practices, reducing input costs, offering access to affordable services, etc.



- Assess living income and wage related risk in key origin countries, mitigate it and monitor progress
- Acting upon enabling conditions: Including infrastructure development, market access, climate adaptation strategies, and capacity-building efforts.

To assess the member's contribution, SSCP will consider both projects that are implemented directly by companies and those through SSCP's established funding schemes.

SSCP also relies on partnerships with NGOs, research institutions, and the public sector to leverage networks, expertise, and resources.

Living Income Measurement

To evaluate the impact of living income efforts—including understanding household income, its contributing factors, and their consequences—a range of methodologies is often used. While this methodological diversity reflects strong sectoral interest, it also results in fragmented efforts and inefficiencies. Conducting different living-income and living wage relevant studies in the same countries, without coordination, using divergent methodologies and without data sharing, leads to siloed data collection, missed opportunities for collaboration, and higher overall costs for the sector. These sector-wide inefficiencies are worsened by the free-rider problem, where organizations may rely on publicly available data without contributing to their generation. This discourages collaboration and leads to duplication of efforts, often with limited comparability of the studies' results.

Thus, SSCP seeks to unite forces and proposes a joint, data-driven approach in selected countries:

- Use harmonised and compatible methodologies
- Ensure findings are broadly accessible and actionable
- Use resources efficiently through pooled funding of SSCP members and other actors in the sector
- Wherever feasible, package studies to cover actual household income studies with living income benchmarks, and potentially Living Income Reference Price or others, in a single effort

Given the data similarity across various study types, combining efforts is both efficient and cost-effective. In this spirit, SSCP engages with key stakeholders to conduct these studies jointly, including its members, partners and other actors in the sector. SSCP's research sector will generate evidence and foster collaboration by conducting studies and engaging colleagues from the Global South.

To participate in studies, supply chain members shall contribute with funding, ensuring that a sample of farmers in their supply chain can be interviewed, and being open to sharing results. The data will only be published at aggregated level. Each participating supply chain member will receive a dossier with figures corresponding to their supply chains. NGOs will provide on-site support and access to their interventions.

Methods and References

Living income and living wage derive from the cost of a decent standard of living, as determined by recognised methodologies. Several such methodologies exist, and SSCP will support existing efforts of using harmonised methodologies to understand and improve living income and wage across the sector. Examples of such collaborative efforts are done by the [ICO Public-Private Taskforce on Living and Prosperous income](#) and the GCP-affiliated Country Platforms.

For studies related to living income and wage, harmonised methodologies, validated by multiple actors, allow for the comparison of results:

- The [Household Income methodology](#) helps identify the actual incomes of farming households and,
- [Living Income Benchmarks \(LIBs\)](#) developed by the Anker Research Institute determine how much households need to earn to achieve a living income.

By comparing the LIB ("should be") with actual income data ("is"), we can identify the income and living wage gap.

Using the resulting dataset and including additional datapoints, it is possible to calculate a Living Income Reference Price (LIRP) based on Fairtrade's methodology. The Living Income Community of Practice further gathers methodological knowledge to draw upon. For implementing any of these studies, we will seek guidance, support and collaboration with partner entities such as Sustainable Food Labs and the ICO Living and Prosperous Income Taskforce.



Measurement

Implementation of projects on different key levers will be measured primarily through the SSCP Project Monitoring.

Participation in studies will be monitored through SSCP's coordination and guidance of the research process. For studies conducted independently of SSCP, members will be expected to self-report on the studies they have undertaken or supported.

Timeline

As of August 2025, the following studies are already planned (see table below). Moving forward, SSCP proposes to implement one integrated study per selected country/region and period, encompassing the data collection needed to determine the actual household incomes, the Living Income Benchmark (LIB), and potentially, the Living Income Reference Price (LIRP). Further efforts can be integrated into the following preliminary planning.

Year	Study	Lead
2026	CHIS (Baseline)	SSCP
2028	CHIS	SSCP

Further countries (to be confirmed): Vietnam, Indonesia. In coordination with Sustainable Food Labs and ICO Living and Prosperous Income Taskforce.

Ambition 2: Human rights risks like child labour and forced labour are addressed through effective due diligence processes.

Human rights challenges in the coffee sector are deeply rooted in structural vulnerabilities such as poverty, informal employment, limited access to education, and weak law enforcement. These systemic drivers require coordinated, long-term solutions that go beyond individual company action.

While a requirement only at an advanced stage, alignment with national frameworks and systems is encouraged for all members to ensure efficiency and efficacy of due diligence efforts.

Alignment with national frameworks can be achieved by implementing the following measures:

- Align indicators and tools used in private monitoring systems with those of national frameworks to increase consistency;
- Support the development and implementation of data-sharing protocols that facilitate interoperability between private and public systems;
- Collaborate on the use of unique household identifiers where applicable to avoid overlaps and gaps in monitoring data;
- Provide feedback on national monitoring indicators to improve alignment with field realities and company practices;
- Share risk assessment results with relevant public bodies to enable targeted, coordinated interventions;

- Facilitate referrals of identified cases of child or forced labour from private systems to public social protection and remediation services.

Strategic Implications for SSCP Members:

- Public-Private Collaboration is Essential: No company can solve structural labour rights issues alone. A credible HRDD system must contribute to government-led and collective action initiatives.
- Go Beyond Compliance: Members are expected not just to meet legal requirements, but to align their due diligence systems with national priorities and long-term development goals.
- Transparency and Accountability: Sharing data and aligning with public systems and frameworks enhances government oversight and improves the credibility of private efforts.
- On-going Engagement: Alignment is not a one-time task. It requires continuous feedback, adaptation, and sustained cooperation with public institutions and affected communities.

Methods and References

SSCP encourages its members to base their HRDD efforts on internationally recognised frameworks and standards, including:

- The [UN Guiding Principles on Business and Human Rights \(UNGPs\)](#), which set out the corporate responsibility to respect human rights
- The [OECD Due Diligence Guidance for Responsible Business Conduct](#), which provides actionable steps for integrating HRDD into business operations.



- [International Labour Organization's General Principles and operational guidelines for fair recruitment](#)
- [U.S. Department of Labor's Comply Chain](#)

By aligning with these frameworks and engaging at the appropriate ambition level, SSCP members can meaningfully contribute to the eradication of child and forced labour in coffee supply chains – while building more resilient, inclusive, and sustainable value chains.

Measurement

Data will be collected every other year through member self-reporting and will be consolidated to ensure confidentiality and comparability. Improvements in data quality, system coverage, detection rates, and remediation efforts will be key indicators of progress over time.

Timeline

A baseline survey will be conducted at the beginning of 2026, gathering data on key metrics. Members reporting on key indicators every second year will allow for measurement and assessment of progress by members across all levels.

Ambition 3: Coffee production supports deforestation- and conversion-free coffee supply chains and actively supports the restoration of degraded forest ecosystems and other relevant ecosystems.

Definitions:

Definition of Forest: FAO, as well as the Accountability Framework Initiative, define forests as “land spanning more than 0.5 hectares with trees higher than 5 meters and a canopy cover of more than 10%, or trees able to reach these thresholds in situ. It does not include land that is predominantly under agricultural or other land use. Forest includes natural forests and tree plantations.” Where the definitions differ is that FAO includes tree plantations while AFI focuses on natural forests. (see FAO definition of forest under [FRA 2000 on definitions of forest and forest change](#) or [Accountability Framework](#)). The definition used in the SSCP Roadmap includes tree plantations within the definition of forests to ensure alignment with the EUDR.

Definition of Conversion: Loss of a natural ecosystem as a result of its replacement with agriculture or another land use, or due to a profound and sustained change in a natural ecosystem's species composition, structure, or function.

- Deforestation is one form of conversion (conversion of natural forests).
- Conversion includes severe and sustained degradation or the introduction of management practices that result in a profound and sustained change in the ecosystem's species

composition, structure, or function.

- A change to natural ecosystems that meets this definition is considered to be conversion regardless of whether or not it is legal

Definition of Deforestation:

- For compliance with EUDR: The conversion of forest to agricultural use, whether human-induced or not ([FAQ-Deforestation_Regulation_EN.pdf](#)).
- For reporting according to AFI: Loss of natural forest as a result of: (i) conversion to agriculture or other non-forest land use; (ii) conversion to a tree plantation; or (iii) severe and sustained degradation ([Accountability Framework](#)).

Definition of Degradation: Changes within a natural ecosystem that significantly and negatively affect its species composition, structure, and/or function and reduce the ecosystem's capacity to supply products, support biodiversity, and/or deliver ecosystem services ([Accountability Framework](#)).

Definition of Forest Degradation: Takes different forms, particularly in open forest formations, deriving mainly from human activities such as over-grazing, over-exploitation (for firewood or timber), repeated fires, or due to attacks by insects, diseases, plant parasites or other natural sources such as cyclones (see [FRA 2000 on definitions of forest and forest change](#) for more detailed information).

Definition of Restoration: The process of assisting the recovery of an ecosystem, and its associated conservation values, that has been degraded, damaged, or destroyed ([Accountability Framework](#)).



work).

Definition of Forest Restoration: Artificial establishment of forest on lands which carried forest before (see [FRA 2000 on definitions of forest and forest change and Landscape](#) for more detailed information).

Methods and References

SSCP Collaborative Impact Projects consist of building partnerships across regions, but also result in sustainable landscape projects focusing on one region or jurisdiction. Sustainable landscapes rely on multistakeholder collaboration between private, public, and civil sector actors, ensuring that sustainability solutions are both scalable and locally embedded. These efforts set, monitor and evaluate sustainability, climate, and forest conservation targets at a jurisdictional level. By fostering multi-stakeholder governance and aligning public and private sector efforts, landscape approaches ensure diverse input and ownership of sustainability initiatives and support compliance with international and national regulations. More information can be found in the SSCP Collaborative Impact Call.

Traceability: The requirement in the intermediate and advanced levels of “Ensuring that traceability system implementation costs do not fall on farmers” means that the companies are responsible to realise traceability by providing either mapping services to farmers or the tools for farmers/ co-operatives/extensionists to map the farms so that costs don’t have to be borne by the farmers. The aforementioned services can also be provided by suppliers of coffee.

Ambition 4: Regenerative Agriculture practices on coffee plantations are widely adopted.

Methods and References

[SAI Platform](#) for high-level definition of regenerative agriculture and regenerative practices.

[Regenerative Coffee Scorecard | Rainforest Alliance](#), [GCP – RegenCoffee Framework](#), once published and other company programmes for a set or regenerative practices adapted to coffee.

Ambition 5: Coffee production works toward net zero emissions in alignment with global climate goals.

Definitions:

Paris Agreement: Full legal document established in 2015 and ratified in 2016, currently 195 of 198 nations have committed to it (April 2025).

Definition of Net Zero by 2050: Limit the increase in the global average temperature to well below 2°C above pre-industrial levels, and pursue efforts “to limit the temperature increase to 1.5°C above pre-industrial levels.”

IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories – for methodological clarity on land use and agriculture-related emissions.

Definition GHG Emissions: Seven greenhouse gases (GHGs) are acknowledged under the UN Framework convention on Climate Change: CO₂, CH₄, N₂O, HFCs, PFCs, SF₆, and NF₃.

GHG emission accounting under the Paris Agreement: There are multiple processes under the UN Framework convention on climate change to measure progress on GHG emission reduction, including the Global Stocktake, under the Nationally Determined Contribution Tracking, and through the IPCC Assessment Report.

Greenhouse Gas Protocol (GHG Protocol) – particularly the Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard and the Product Life Cycle Accounting and Reporting Standard. These form the foundational guidelines for value chain emission assessments.

Definition of Scope 1, 2 and 3, based on the GHG Protocol: The GHG Protocol Corporate Standard classifies a company’s GHG emissions into three ‘scopes’. Scope 1 emissions are direct emissions from owned or controlled sources. Scope 2 emissions are indirect emissions from the generation of purchased energy. Scope 3 emissions are all indirect emissions (not included in scope 2) that occur in the value chain of the reporting company, including both upstream and downstream emissions.

Science Based Targets initiative (SBTi): SBTi can so far be seen as the globally most recognised and comprehensive effort for companies to establish meaningful and credible carbon reduction targets.

Examples of Reporting Schemes: GRI (Global Reporting Initiative), SASB (Sustainability Accounting Standards Board), TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures), and ESRS (European Sustainability Reporting Standards).



Methods and References

Corporate capacity on the topic of decarbonisation and emission reduction might significantly vary in the coffee value chain, and across SSCP member companies. While some have been working on the topic of emission reduction already, with standardized approaches, including a corporate sustainability strategy, internal assessment of Scope 1,2, and 3, others might be at the beginning of their corporate decarbonisation process. Thus, instead of proposing one formalised approach for all SSCP members, the methods and references below outline specific examples to increase capacity and incentivise the decarbonisation of the sector as a whole:

Scope 3 Emissions Focus

Given that the majority of emissions in the coffee value chain fall under Scope 3 — particularly at the farm level and in upstream logistics, activities can include the following (not exclusive):

- Activity-based data collection where feasible (e.g., fertiliser use, processing methods, transport distances).
- Use of regionally relevant emission factors, or, where unavailable, proxy values from comparable crops (e.g., cocoa or tea), until sector-specific values are available.
- Engagement with farm-level or jurisdictional data, where practical, to refine estimates and support targeted action

Further Guidance on SBTi:

MSMEs and Intermediate Best practices for climate action can be found under various resources, including SBTi Services, SBTi Case studies for

emission data, and other sector-relevant publications.

Advanced Compliance with SBTi guidelines (currently under revision, see draft [Corporate Net-Zero Standard V2](#)). Dedicated [SBTi Sector Guide for Forest, Land and Agriculture \(FLAG\)](#).

Examples of Applicable Tools and Initiatives:

- Sustainable Coffee Challenge: Guidance Document on “Coffee & Forest Mapping & Monitoring”
- GHG Accounting Manual for Cocoa (Quantis, World Cocoa Foundation) – as a methodological template for coffee.
- Cool Farm Tool – a commonly used emissions calculator in agricultural contexts, adaptable for coffee.
- EX-ACT (FAO) – for broader project-level assessment of agricultural interventions.

Measurement

Data will be collected every second year through member self-reporting and will be consolidated to ensure confidentiality and comparability. Improvements in data quality, system coverage, detection rates, and remediation efforts will be key indicators of progress over time.

To avoid double-reporting, SSCP members who report to SBTi can confirm so by sharing a simple statement.

Ambition 6: Coffee is sourced by SSCP members using practices that transparently ensure sustainable agriculture practices

Intermediate Level

For the intermediate level, we will rely on the Equivalence Mechanism (EM) established by the Global Coffee Platform (GCP). The EM is a system designed to assess and recognise sustainability schemes in the coffee sector against a common baseline: the Coffee Sustainability Reference Code (CSRC).

It seeks to ensure that different sustainability standards or schemes—whether private, national, or voluntary—are aligned with a shared set of principles and practices for sustainable coffee production and trade. It aims to allow for greater transparency, comparability, and credibility in sustainability efforts across the sector.

The process looks as follows:

1. Voluntary Schemes Apply: Sustainability schemes (like certifications or codes of conduct) can apply to be benchmarked.
2. Benchmarking Against CSRC: GCP evaluates the scheme's requirements and assurance systems against the CSRC and GCP's Operational Criteria for Equivalence.
3. Recognition: If the scheme meets the criteria, it is recognised as equivalent and listed on GCP's List of GCP-Recognised Sustainability Schemes.
4. Ongoing Monitoring: Recognised schemes may be subject to periodic reviews or updates to



maintain alignment.

Currently, approximately 30 3rd and 2nd Party assurance schemes are accepted by GCP under the EM. For further information, please visit: For further reference: GCP Equivalence Mechanism – Global Coffee Platform

Advanced Level

Advanced Level sourcing should be based on sustainability schemes that are compliant with ISEAL's Code of Good Practice or demonstrate equivalent assurance and impact through independent verification. ISEAL alignment is considered a leading benchmark and aspiration for the sector.

The ISEAL Code of Good Practice for Sustainability Systems is a globally recognised framework that outlines the core principles and requirements for the credible design, implementation, and improvement of sustainability systems—such as standards, certification schemes, and company-led programs.

It helps ensure these systems are transparent, inclusive, effective, and impact-oriented.

Key components are:

1. Standard-Setting

- Ensures the development of sustainability standards is inclusive, transparent, and evidence-based.
- Requires engagement with diverse stakeholders and public consultation processes.

2. Assurance

- Guides how systems assess compliance, including certification, verification, and audit-

ing.

- Promotes credibility, consistency, and risk-based approaches.
3. Claims and Labelling
 - Establishes criteria for making truthful, verifiable sustainability claims to consumers and partners.
 4. Monitoring & Evaluation
 - Requires systems to measure and report impacts, and to use data for continuous improvement.
 5. Governance & Improvement
 - Encourages good governance, accountability, and adaptive management over time.

The ISEAL Code supports:

- Credibility and trust in sustainability claims.
- Alignment among systems, improving comparability and reducing duplication.
- Stronger environmental, social, and economic outcomes through responsible practices.
- ISEAL regularly revises the Code to reflect emerging best practices. The current version, the ISEAL Code of Good Practice, was released in December 2023.

Currently, ISEAL Code Compliant are the following schemes:

- Rainforest Alliance Sustainable Agriculture Standard

- Fairtrade International, Small Producer Organization & Coffee Standard
- Fair Trade USA Agriculture Production Standard

Methods and References

For further reference: [GCP Equivalence Mechanism – Global Coffee Platform](#)

ISEAL's Code of Good Practice for Sustainability Systems: [ISEAL Codes of Good Practice](#)

Measurement

The annual sourcing statistics are based on an annual collection in Q1 of each calendar year among private sector members (i.e. traders, roasters, processors and retailers). The annual collection will start in 2026.-

For companies that are members of GCP, we seek to implement a collaborative approach with GCP to reduce the reporting burden of members.